



GLOSSAIRE

Les conditions générales du service de l'eau définissent les obligations mutuelles de la SCP et de ses Clients dans le cadre de la fourniture d'eau pour la protection contre l'incendie.

La SCP désigne la Société du Canal de Provence.

Le Client désigne le titulaire du contrat.

La Collectivité désigne la commune, communauté de communes ou communauté d'agglomération dotée de la compétence "défense extérieure contre l'incendie".

La bouche d'incendie désigne le regard enterré équipé d'un raccord pompier unique destiné au prélèvement d'eau pour la lutte contre l'incendie.

Le poteau d'incendie désigne la borne aérienne équipée de 3 raccords pompier et destinée au prélèvement d'eau pour la lutte contre l'incendie.

Le branchement désigne le poteau ou bouche incendie normalisé.

La borne est l'ouvrage de livraison d'eau qui comporte un corps de borne collectif avec vanne de sectionnement et une à six sorties ou prises portant le compteur.

Le point de livraison désigne la limite entre le réseau SCP et le réseau privatif du Client.

Le débit est le volume d'eau (en mètre cube) délivré par unité de temps (en heure).

La pression désigne la charge disponible pour le débit souscrit exprimée en mCE (mètre de colonne d'eau) à la sortie de la prise (1 bar ~ 10,2 mCE).

La pression maximale de service (PMS) désigne la pression maximale en régime hydraulique permanent.

La pression garantie désigne la pression minimale garantie contractuellement par la SCP au Client.

La force majeure désigne tout événement imprévu, échappant au contrôle de la SCP et dont les effets insurmontables l'obligent à interrompre la fourniture d'eau : notamment le gel, la rupture de canalisations, les inondations ou autres catastrophes naturelles, actes de terrorisme, pollution.

1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le service de l'eau « Poteau Incendie » est exclusivement réservé à la lutte contre l'incendie par l'intermédiaire d'un ou plusieurs poteau(x) ou bouche(s) incendie normalisé(s), ainsi qu'à leur essai.

Le service assuré par la SCP est conforme à la réglementation applicable qui, à ce jour, fixe le débit nominal d'un poteau ou d'une bouche incendie à 60 ou 120 m³/h et la durée approximative d'extinction d'un sinistre moyen à 2 heures.

Les personnes physiques ou morales désirant bénéficier du service des eaux de protection contre l'incendie assuré par la SCP devront souscrire un contrat pour chaque poteau ou bouche incendie mis à leur disposition. Le tarif associé à ce service est le tarif « Poteau Incendie ».

1.1 - Assistance au Client

La SCP s'engage à mettre en œuvre un service de qualité garantissant notamment les prestations suivantes :

- une assistance technique au numéro de téléphone indiqué sur la facture (appel non surtaxé), 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, pour répondre exclusivement aux urgences concernant l'alimentation en eau,
- un service d'accueil physique et téléphonique des Clients, le Centre Service Clients, au numéro (appel non surtaxé) indiqué sur la facture pour effectuer toutes les démarches et donner toutes informations au Client,
- un espace Client au sein du site internet de la SCP,
- le déplacement d'un technicien à domicile selon le motif, avec respect de l'horaire du rendez-vous dans une plage de 2 heures,
- une réponse aux courriers, au plus tard, dans les 10 jours ouvrés suivant leur réception.

1.2 - Qualité des eaux

L'eau acheminée par le Canal de Provence est brute. C'est une eau naturelle qui n'a subi aucun traitement physique ou chimique. Elle n'est donc pas destinée à la consommation humaine en l'état. S'agissant d'eaux brutes, la responsabilité de la SCP ne pourra être engagée en cas de dommages résultant de l'utilisation de l'eau fournie. La SCP est dégagée de toute conséquence résultant des qualités physiques, chimiques, ou bactériologiques des eaux ou de leurs variations.

2 - CONTRAT

2.1 - Dispositions préalables à la conclusion du contrat

Toute personne physique ou morale désireuse de souscrire un contrat « Poteau Incendie » peut en faire la demande auprès de la SCP, en se déplaçant au Centre Service Clients, par téléphone, par courrier ou par courriel. La SCP étudie sa demande en évaluant le débit disponible au point de livraison souhaité et établit un devis de raccordement selon les dispositions prévues à l'article 4.

La SCP fournit également au Client, sur support papier ou numérique, les présentes conditions générales ainsi qu'un dossier d'information reprenant de manière lisible et compréhensible les principales stipulations du contrat de service de l'eau (selon les dispositions prévues à l'article L221-5 du Code de la Consommation).

2.2 - Titulaire du contrat

Le contrat est souscrit par une personne physique ou morale.

Le Client, titulaire du contrat, s'engage à communiquer à la SCP les coordonnées du bénéficiaire du service de l'eau, en cas de vente du bien en lien avec le poteau incendie souscrit.

2.3 - Etablissement du contrat

La conclusion d'un contrat est la condition préalable à toute fourniture d'eau. Le contrat est constitué des présentes conditions générales du service de l'eau, du catalogue des prestations, des barèmes des tarifs en vigueur et des conditions particulières du Client. Il peut être souscrit par courrier ou courriel. Le contrat est signé par la SCP et le Client, en deux exemplaires. Chaque partie conserve un exemplaire. Par signature du contrat ou paiement de sa facture, le titulaire de ce contrat devient Client du service de l'eau et reconnaît avoir reçu ces conditions générales du service.

Le contrat précise les coordonnées du Client et, le cas échéant, du bénéficiaire du service de l'eau, le numéro SIREN/SIRET et le code APE pour les personnes morales, le débit souscrit, la pression minimale garantie et la pression maximale de service, ainsi que les ou les numéros de cadastre des parcelles protégées.

Des clauses particulières peuvent figurer au contrat. Chaque poteau ou bouche incendie fait l'objet d'un contrat distinct.

2.4 - Changement d'adresse et de coordonnées

En cas de changement d'adresse et/ou de coordonnées téléphoniques ou électroniques, le Client doit en informer immédiatement la SCP par tout moyen à sa convenance. La SCP accuse réception du changement d'adresse. Dans le cas où la SCP n'a pas été informée du changement, en temps voulu, toutes les correspondances et factures sont valablement envoyées à l'ancienne adresse du Client et lui demeurent opposables.

2.5 - Changement de titulaire du contrat

En cas de cession, de mutation de propriété ou de changement d'occupant, le Client, ou son ayant droit, s'engage à le signaler à la SCP en précisant la date de changement de titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un délai de préavis d'un mois, préalablement à ce changement.

À défaut, il demeure le seul souscripteur pour la SCP et reste tenu au paiement des factures.

Lorsqu'il n'y a pas interruption du service de l'eau, le contrat établi avec le nouveau Client bénéficie de l'ancienneté du contrat précédent. Les redevances dues par l'ancien et le nouveau Client sont définies conformément à l'article 6.2, sur la base de la date de changement de titulaire.

2.6 - Prise d'effet du contrat

Le contrat prend effet au jour de la mise à disposition de l'eau.

2.7 - Durée du contrat

Le contrat prend effet au jour de la mise à disposition de l'eau, pour une première période d'une durée minimum de quatre années.

La date d'expiration du contrat est fixée au 31 décembre de la quatrième année suivant celle de mise à disposition de l'eau.

Après cette période, le contrat est renouvelable chaque année par tacite reconduction.

2.8 - Résiliation anticipée du contrat pendant la première période

Le contrat peut être résilié par le Client avant la fin de la durée contractuelle. Le Client doit notifier cette résiliation à la SCP, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un délai de préavis d'un mois, préalablement à ce changement. Le Client doit par ailleurs informer le Service Départemental d'Incendie et de Secours selon les dispositions de l'article 2.10.

Outre la facturation normale de l'année en cours, il est alors dû à la SCP une indemnité de résiliation anticipée égale à la somme des abonnements annuels qui auraient été réglés par le Client pour les années restant à courir. La SCP se réserve le droit, en cas de violation grave et réitérée des dispositions du contrat par le Client, de procéder à sa résiliation de plein droit et sans intervention judiciaire, après mise en demeure préalable.

2.9 - Résiliation du contrat

À l'issue des quatre premières années, le contrat peut être dénoncé à tout moment, par l'une ou l'autre des parties par courrier recommandé avec accusé de réception en respectant un préavis d'un mois. La résiliation prendra effet dans les 30 jours à compter de la réception par la SCP de la demande du Client. Les redevances dues par le Client sont définies à l'article 6.2. Le Client doit par ailleurs informer le Service Départemental d'Incendie et de Secours selon les dispositions de l'article 2.10.

2.10 - Information du Service Départemental d'Incendie et de Secours et de la Collectivité concernée

Le Client a l'obligation d'informer par écrit le Service Départemental d'Incendie et de Secours, ainsi que la commune sur le territoire de laquelle est installé le poteau ou la bouche, et l'EPIC (Communauté de Communes ou Métropole) qui aura repris la compétence DECI (Défense Extérieure Contre l'incendie) ou DFCI (Défense des Forêts contre l'Incendie) de toute modification du contrat et de toute demande de résiliation, qu'elles interviennent au cours du contrat ou à l'issue de la période initiale d'engagement contractuel. Il doit justifier de cette démarche auprès de la SCP qui se réserve le droit de procéder également, le cas échéant à l'information des services concernés.

2.11 - Débit souscrit

Il appartient au client de s'assurer auprès des services compétents que le débit demandé correspond au besoin de protection.

Celui-ci sera un multiple entier du débit unitaire de 60 m³/h correspondant à la valeur normalisée d'un poteau standard.

2.12 - Modification du débit souscrit au contrat

Le Client peut demander à la SCP la modification du débit souscrit au contrat. La SCP établit alors un devis lorsque les conditions techniques le permettent. Les adaptations techniques sont réalisées par la SCP après acceptation et règlement du devis par le Client. Toute modification demandée par le Client en cours d'année, et acceptée par la SCP, prend effet au 1er janvier de l'année de mise à disposition du débit et la facturation est alors effectuée en conséquence.

2.13 - Continuité de la fourniture

Le service de l'eau « Poteau Incendie » est disponible en permanence au point de livraison. Des conditions particulières au contrat peuvent cependant préciser, dans certains cas, la non simultanéité de fonctionnement du poteau ou de la bouche incendie avec d'autres branchements situés sur le même réseau.

Lorsque des interruptions du service de l'eau doivent être programmées pour permettre l'exécution de travaux de réparation, de remise en état ou pour toute autre cause, ces arrêts seront d'une durée réduite au strict minimum. Dans ce cas, la SCP adresse systématiquement au préalable un avis de coupure aux Clients concernés et au Service Départemental d'Incendie et de Secours. Cet avis les informe des heures de début et de fin prévisionnelles des interruptions que peut imposer l'exécution de travaux ou de réparations.

Si le fonctionnement du réseau le nécessite, la SCP, en collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours, pourra être amenée à adapter le service de l'eau. Tout autre défaut de livraison d'eau par la SCP sera présumé avoir pour cause des circonstances exceptionnelles impératives ou un cas de force majeure.

2.14 - Pression minimale garantie

Les réseaux de la SCP sont dimensionnés pour garantir au point de livraison, la pression de service requise pour le fonctionnement d'un poteau incendie ou bouche incendie normalisé, soit 10 mCE (pression minimum garantie).

2.15 - Confidentialité des données personnelles

Dans le strict respect de la réglementation applicable à la protection des données personnelles, et notamment le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (« RGPD ») et la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et Libertés », la SCP, en tant que responsable de traitement, est amenée à collecter et à traiter vos données personnelles dans le cadre, notamment, de l'exécution des services souscrits. Ces traitements ont pour finalités la délivrance du service, l'information des personnes concernées ayant souscrit à une newsletter à finalité commerciale, l'établissement de statistiques, ou encore la mise en œuvre de services complémentaires grâce à un compteur communicant, tels qu'une alerte de surconsommation, de fuite ou de gel, ou encore le suivi de votre consommation selon la fréquence que vous avez déterminée au moment de la souscription du service. Hormis les cas où le traitement de vos données personnelles est nécessaire à l'exécution du contrat nous liant, à notre intérêt légitime ou au respect d'une obligation légale qui nous est imposée, nous traiterons vos données personnelles uniquement si vous y avez consenti, de manière libre, expresse, spécifique, éclairée et univoque : une case collectant votre consentement est à cocher afin de pouvoir bénéficier des services associés aux compteurs communicants ou à la newsletter. Pour votre parfaite information, dans le cadre de l'exécution du service, la SCP peut être amenée à traiter vos données personnelles après les avoir anonymisées.

La SCP peut être amenée à communiquer à des tiers (communes, administrations,...) sur leur demande, les caractéristiques de la desserte de ses Clients.

Aucune information n'est communiquée à des tiers à des fins commerciales sans accord préalable de votre part.

Dans les modalités prévues par la réglementation applicable, vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou leur portabilité ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données. Vous pouvez retirer à tout moment votre consentement au traitement de vos données en modifiant vos préférences depuis votre compte en ligne ou en cliquant sur le lien de désinscription prévu dans tout emailing, ou encore en vous opposant au traitement de vos données. Vous disposez également du droit de définir des directives post-mortem concernant vos données personnelles. L'ensemble de ces droits peut être exercé auprès de la SCP par voie postale en vous adressant à : Madame la Déléguée aux Données Personnelles - Le Tholonet CS 70064, 13162 AIX EN PROVENCE CEDEX 5, ou par courrier électronique, en vous adressant à : dpd@canal-de-provence.com. Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle telle que la CNIL. Pour en savoir plus sur le traitement de vos données personnelles et vos droits, veuillez consulter notre charte RGPD accessible sur notre site internet

2.16 - Traitement des réclamations

Le Client peut informer la SCP de son mécontentement à l'égard du service de l'eau par courrier ou courriel à csc@canal-de-provence.com. La SCP recontacte alors le Client sous un délai maximum de 10 jours ouvrés pour apporter une réponse ou l'informer des actions entreprises. Certaines situations, notamment techniques, peuvent en effet nécessiter des démarches spécifiques, entraînant un délai supplémentaire.

En cas de litige n'ayant pu être réglé dans le cadre de la réclamation préalable, le Client, dispose de la faculté de saisir gratuitement le médiateur de la consommation dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Coordonnées : Médiation de l'Eau, BP 40463, 75 366 Paris Cedex 08, www.mediation-eau.fr. Cette médiation réglementaire est réservée aux particuliers, agriculteurs et entreprises.

2.17 - Délai de rétractation

Tout Client particulier ou Client professionnel (dès lors que le contrat n'entre pas dans le champ de son activité principale et qu'il emploie moins de 5 salariés) bénéficie d'un délai de rétractation de 14 jours à compter de la date de réception par la SCP du devis de raccordement ou du contrat de service signé par le Client. Le Client doit notifier sa rétractation à la SCP par lettre recommandée avec accusé de réception, et, s'il le souhaite, à l'aide du formulaire de rétractation mis à disposition. Il n'a pas à justifier le

motif de sa rétractation.

Si le Client souhaite que le service de l'eau commence avant la fin du délai de rétractation, la SCP recueille sa demande expresse par écrit. Le Client conserve alors son droit de rétractation mais s'il l'exerce, il doit verser à la SCP le montant correspondant à la prestation de service fournie.

3 - TARIFS

3.1 - Zones tarifaires

Les tarifs du service de l'eau sont définis par zone géographique. Les aménagements hydrauliques du Calavon Sud Luberon constituent une zone tarifaire. La commune d'implantation du poteau incendie qui dessert le Client détermine la zonetaarifaire appliquée (voir la liste des communes de la zone tarifaire).

3.2 - Tarif Poteau Incendie

Le tarif du service « Poteau Incendie » s'applique à chaque contrat souscrit par le Client. C'est un abonnement annuel, proportionnel au nombre d'unités de 60 m³/h souscrites par le Client. Il n'est pas perçu de redevance de consommation, ni de redevance de pompage, pour les volumes consommés dans les conditions définies à l'article 1. Les volumes consommés en dehors des cas d'utilisation prévus, et avec accord préalable de la SCP, sont facturés au tarif « vente d'eau hors contrat ».

3.3 - Tarifs des prestations Clientèle et d'exploitation

Les tarifs des prestations associées au contrat du service de l'eau (raccordement, modification des paramètres du contrat, intervention sur bornes, etc) sont annuels et établis au 1er janvier de l'année pour l'année calendaire. Ils sont publiés sur le site internet de la SCP (www.canaldeprovence.com) ou communiqués à la demande, sous forme d'un catalogue des prestations.

4 - RACCORDEMENT ET LIVRAISON DES EAUX

4.1 - Servitudes

La souscription du contrat de fourniture d'eau est subordonnée à la constitution préalable de servitudes et autorisations de passage au profit de la SCP, nécessaires à l'installation, au renforcement, et à l'exploitation des canalisations et ouvrages destinés à la desserte d'un ou plusieurs Clients. Les conventions de servitude, au profit de la Société, feront l'objet d'un acte notarié à la charge de la SCP. Le Client s'engage à assurer en permanence, au personnel de la SCP, le libre accès aux ouvrages de la SCP situés sur sa propriété, ou la propriété qu'il occupe et à ne pas édifier de clôture ou autres constructions autour du point de livraison qui en interdirait l'accès.

Il s'engage également, en cas de vente ou d'échange d'une ou plusieurs parcelles grevées de servitudes ou d'autorisations de passage, à les dénoncer à l'acquéreur en obligeant expressément ce dernier à les respecter en ses lieux et places.

4.2 - Raccordement des poteaux

Il appartient au client de faire valider par l'autorité DECI/DFCI compétente le débit prescrit et l'emplacement du poteau incendie au regard des enjeux à défendre et des contraintes spécifiques (aire de retournement, voirie, % pente route d'accès et autres). Le raccordement des poteaux ou bouches (fourniture, pose et raccordement au réseau SCP) est réalisé par la SCP à la charge du Client. Le raccordement est facturé au Client sur la base d'un devis établi par la SCP. Le règlement de la facture de raccordement est encaissé après expiration du délai de rétractation tel que précisé à l'article 2.17.

Lorsque le réseau est neuf, le devis est forfaitaire et identique pour l'ensemble des Clients du réseau. Dans le cas de réseaux mis en service depuis plus de cinq ans, le devis est spécifique à chaque Client.

Le raccordement ne peut intervenir qu'après acceptation de ce devis, signature du contrat et paiement de l'acompte par le Client.

Le raccordement construit demeure, y compris les poteaux et bouches incendie, la propriété exclusive de la SCP.

4.3 - Point de livraison des eaux

Le point de livraison des eaux de « Poteau Incendie » se situe sur le ou les raccord(s) du poteau ou de la bouche incendie. Aucune installation privée fixe ou démontable ne peut figurer en aval des poteaux ou bouches incendie SCP.

4.4 - Entretien des poteaux

La SCP assure l'entretien et la rénovation des poteaux incendie ou bouches incendie. Cette prestation inclut notamment le contrôle de performance des poteaux et bouches incendie SCP, pour identifier leur disponibilité opérationnelle, ainsi que la transmission des résultats de ce contrôle au Client et au Service Départemental d'Incendie et de Secours.

4.5 - Caractéristiques des poteaux

Les poteaux et bouches incendie sont conformes aux normes en vigueur. Le poteau ou la bouche incendie doit être implanté sur la propriété du Client, en limite de parcelle de manière à être accessible au Service Départemental d'Incendie et de Secours. Afin de permettre à la SCP d'assurer l'entretien, le Client s'engage à réaliser un décroché de clôture si nécessaire.

4.6 - Responsabilité des installations

Le Client est responsable du poteau ou de la bouche incendie mis à sa disposition et placé sous sa garde. Les détériorations causées aux installations seront réparées par la SCP aux frais du Client, quitte pour ce dernier à exercer éventuellement un recours contre le responsable des dégradations.

4.7 - Protection des réseaux collectifs de la SCP

Le Client veillera à réaliser toute manœuvre de poteaux ou bouches incendie en exécutant lentement les premiers tours à l'ouverture et les derniers tours à la fermeture.

5 - INFRACTIONS ET PÉNALITÉS

5.1 - Infractions

La surveillance et la sécurité des ouvrages sont assurées par les agents de la SCP. Ils sont habilités à constater tout manquement aux obligations contractuelles ou toute infraction et, le cas échéant, à dresser des procès-verbaux.

Fait notamment l'objet de poursuites judiciaires, toute manœuvre qui tend à dériver l'eau ainsi que tout défaut de protection des réseaux collectifs SCP, tel que défini à l'article 4.7. En aucun cas, l'eau brute ne peut être cédée à un tiers sans l'accord préalable de la SCP, ni détournée de l'usage prévu de protection incendie. Toute infraction aux présentes conditions générales met la SCP en droit de percevoir les pénalités prévues à l'article 5.2 ci-après, indépendamment des poursuites judiciaires qui pourront être engagées.

5.2 - Pénalités

Toute infraction dûment constatée, indépendamment des sanctions pénales et de la réparation du dommage éventuel, sera assortie des pénalités suivantes :

- pour toute violation des dispositions du présent texte, notamment usage de l'eau non conforme, enclavement du branchement et cession de l'eau à un tiers : deux fois la valeur de l'abonnement annuel,
 - pour fraude : quatre fois la valeur de l'abonnement annuel,
 - pour dégradation par malveillance des installations affectées au Client ou défaut de protection des réseaux collectifs SCP : quatre fois la valeur de l'abonnement annuel.
- En cas de récidive, les pénalités ci-dessus sont doublées. Ces infractions pourront entraîner la résiliation de plein droit et sans intervention judiciaire du contrat par la SCP, ou la suppression de la fourniture de l'eau à titre temporaire dans les conditions prévues à l'article 2.8.

6 - FACTURATION DES REDEVANCES

6.1 - Facturation des redevances

Le Client reçoit une facture par an qui regroupe l'ensemble des redevances dues pour ses différents contrats. La facture est émise au mois de mars de l'année en cours. Elle correspond au règlement de l'abonnement annuel.

6.2 - Facturation des nouveaux contrats ou résiliations

Pour les contrats passés en cours d'année, l'abonnement est calculé au prorata du nombre de jours décomptés depuis la date de mise à disposition de l'eau jusqu'à la fin de l'année.

Après la première période de souscription, comme définie à l'article 2.7, en cas de résiliation, le calcul de l'abonnement est effectué au prorata du nombre de jours lorsque la durée du contrat est inférieure à l'année.

6.3 - Envoi des factures et responsabilité du paiement

Les factures sont établies au nom du Client. La SCP peut accepter de les établir à l'adresse d'un tiers désigné comme payeur par le Client. En cas de défaut de paiement, seul le Client, titulaire du contrat, demeure responsable du paiement des factures.

6.4 - Règlement des factures et modalités de paiement

Le délai maximum de paiement est de 30 jours suivant la date d'émission de la facture. Le paiement des factures, dans le délai fixé ci-dessus, peut être effectué par titre interbancaire de paiement (TIP), chèque, virement bancaire ou postal, ou carte bancaire. Le paiement peut également être effectué par internet sur le site sécurisé de la SCP.

Des modalités particulières de paiement, telles que la mensualisation ou le prélèvement automatique de la facture, pourront être proposées aux Clients qui y adhéreront par une décision individuelle.

Toute réclamation relative à la facture du Client doit être adressée à la SCP dans les quinze jours suivant sa date d'émission pour suspendre le délai de paiement. Passé ce délai, le Client est tenu de régler sa facture dans le respect du délai de paiement et dispose du délai légal pour la contester rétroactivement.

6.5 - Retard dans les paiements

6.5.1 - Pour les particuliers

A partir du jour suivant la date d'échéance de la facture, le Client est redevable de plein droit des intérêts de retard sur les sommes dues à hauteur de trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur.

6.5.2 - Pour les professionnels

A partir du jour suivant la date d'échéance de la facture, le Client est redevable de plein droit des intérêts de retard. Leur taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de dix points de pourcentage. En outre, tout retard de paiement entraîne l'application d'une indemnité forfaitaire de quarante euros pour frais de recouvrement. Une indemnité complémentaire pourra être réclamée, sur justificatifs, si les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire.

6.5.3 - Pour les collectivités et personnes morales publiques

A partir du jour suivant la date d'échéance de la facture, le Client est redevable de plein droit des intérêts de retard. Leur taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de huit points de pourcentage. En outre, tout retard de paiement entraîne l'application d'une indemnité forfaitaire de quarante euros pour frais de recouvrement. Une indemnité complémentaire pourra être réclamée, sur justificatifs, si les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire.

6.5.4 - Suspension du service

Dans tous les cas, la SCP se réserve le droit de suspendre la fourniture d'eau huit jours après une mise en demeure, par lettre recommandée, restée sans effet. Les frais afférents à la remise en service du branchement seront à la charge du Client. Celle-ci ne pourra intervenir qu'après paiement intégral des sommes dues. Le montant de ces frais figure dans le catalogue des prestations annexé aux conditions générales du service de l'eau.

6.6 - Taxes et impôts

Les tarifs définis à l'article 3 s'entendent hors taxes. Conformément à la législation en vigueur, les redevances sont majorées, lors de la

facturation, de la TVA et des charges fiscales ou redevances éventuellement applicables au service de l'eau.

6.7 - Révision de l'abonnement annuel

L'abonnement annuel varie chaque année en fonction des conditions économiques. Les barèmes appliqués au 1^{er} janvier de chaque année résultent du produit des barèmes de référence par le coefficient de révision suivant.

6.7.1 - Coefficient de révision

Il varie suivant la formule :

$$C = 0,15 + 0,5 \left[0,25 \frac{ICHT - E_n}{ICHT - E_o} + 0,6 \frac{TP10a_n}{TP10a_o} \right] + 0,5 \left[0,25 \frac{TP11_n}{TP11_o} + 0,6 \frac{TP02_n}{TP02_o} \right]$$

dans laquelle :

- TP02_n, TP10a_n, TP11_n sont les valeurs, au mois d'août de l'année précédant l'année de facturation, des indices nationaux de travaux publics publiés au BOCCRF concernant respectivement : les ouvrages d'art, les canalisations et adductions d'eau, les canalisations à grande distance,
 - ICHT-E_n est la valeur, au mois de juin de l'année précédant l'année de facturation, de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés de la production et de la distribution d'eau publié par l'INSEE,
 - TP020, TP10a0, TP110 et ICHT-E0 sont les valeurs de référence de ces mêmes indices en 2019, soit respectivement 114,7, 111,3, 105,5 et 116,6.
- Les calculs sont arrondis au centième pour le prix des redevances et au cent-millième pour le prix des mètres cubes.

6.7.2 - Barèmes de référence

Les barèmes de référence sont les barèmes appliqués pour l'année 2020 :

	Débit souscrit en mètre cube par heure	Tarif POTEAU INCENDIE en euros hors taxes
Abonnement annuel	60	778,42
	120	1 556,84
	180	2 335,26
	240	3 113,68
	300	3 892,10
	360	4 670,52
	420	5 448,94
	480	6 227,36
	540	7 005,78
	600	7 784,20
660	8 562,62	
720	9 341,04	

6.7.3 - Remplacement d'indices

Dans l'hypothèse où ces indices ne seraient plus publiés, la SCP en substituerait de nouveaux en référence aux séries officiellement publiées et en relation directe avec l'objet du contrat. Cette substitution interviendrait sans changement de la structure, ni du niveau des tarifs et serait portée à la connaissance du Client qui, à défaut de manifestation contraire, sera réputé l'accepter.

7 - LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La lutte contre la fraude et la corruption dans toutes les pratiques d'affaires est une priorité pour la SCP. Ses attentes et engagements en la matière sont énoncés dans le Code de Conduite SCP consultable sur le site internet www.canaldeprouvence.com.

Le Client garantit que, dans le cadre des relations engagées avec la SCP, lui-même et l'ensemble de ses sociétés affiliées, dirigeants, salariés et toute personne physique ou morale intervenant pour son compte ainsi que ses sous-traitants respectent les lois et réglementations applicables en matière de lutte contre la fraude et la corruption.

8 - CONDITIONS D'APPLICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES

8.1 - Prise d'effet

Les présentes conditions générales sont applicables au 1^{er} janvier 2025, les dispositions antérieurement en vigueur, non reprises dans ce document se trouvant purement et simplement annulées. La SCP peut à tout moment modifier les présentes conditions générales, notamment à l'occasion de l'évolution des dispositions réglementaires. Ces modifications ultérieures entreront en vigueur au minimum un mois après avoir été portées à la connaissance du Client. Le Client pourra user de son droit de résiliation dans un délai de trois mois, la résiliation ayant lieu dans ces conditions sans pénalités de part et d'autre. Ces dispositions ne sont pas applicables aux modifications contractuelles imposées par la loi.

8.2 - Nullité partielle

Si une ou plusieurs stipulations des présentes conditions générales de vente sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles, en application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et toute leur portée. Les parties conviennent alors de remplacer la clause nulle ou non valide par une clause qui se rapprochera le plus, dans son contenu, de la clause initialement arrêtée.

LISTE DES COMMUNES DE LA ZONE TARIFAIRE

Ansouis, Apt, Auribeau, Bastide-des-Jourdans (La) Bastidonne, Beaumettes (Les),

Beaumont-de-Pertuis, Bonnieux, Buoux, Cabrières-d'Aigues, Cabrières-d'Avignon, Cadenet, Caseneuve, Castellet, Cucuron, Gargas, Gignac, Gordes, Goult, Grambois, Joucas, Lacoste, Lagarde-d'Apt, Lauris, Lioux, Lourmarin, Maubec, Ménerbes, Mérindol, Mirabeau, Motte-d'Aigues (La), Murs, Oppède, Pertuis, Peypin-d'Aigues, Puget-sur-Durance, Puyvert, Robion, Roussillon, Rustrel, Saignon, Saint-Martin-de-Castillon, Saint-Martin-de-la-Brasque, Saint-Pantaléon, Saint-Saturnin-lès-Apt, Sannes, Sivergues, Taillades (Les), Tour d'Aigues (La), Vaugines, Viens, Villars, Villelaure, Vitrolles-en-Luberon.



Société du Canal de Provence et d'aménagement de la région provençale
Le Tholonet - CS 70064 - 13182 Aix-en-Provence Cedex 5 - canaldeprouvence.com
Centre Service Clients - Tél : 0969 390 900 (N° Cristal : appel non surtaxé) - Email : csc@canal-de-provence.com
Société Anonyme d'Économie Mixte au Capital de 3 762 800 € - 057 813 131 R.C.S Aix-en-Provence FR10 057 813 131

